

Indicateurs régionaux : emploi, marché du travail, politiques d'emploi, solidarité

Les indicateurs économiques de la période observée (4ème trimestre 2021 pour l'emploi salarié et le taux de chômage, 1er trimestre 2022 pour la demande d'emploi) sont très bons, avec un niveau qui le plus souvent est meilleur que celui d'avant crise. Ce constat d'ensemble est à nuancer, les activités étant plus ou moins impactées par des aléas déjà observés (hausse des coûts énergétiques et des matières premières) ou produisant leurs premiers effets (conflit russo-ukrainien, accélération et généralisation de la tendance inflationniste, influenza aviaire).

On notera en particulier les difficultés persistantes d'approvisionnement dans les IAA et les industries métallurgiques et mécaniques, le recul continu de la construction de véhicules automobiles, et des difficultés de recrutement qui freinent de nombreux secteurs.

Les données départementales sont à retrouver en pages 6 et 7.

L'activité économique poursuit son expansion au 1er trimestre 2022, y compris dans l'industrie hors automobile.

D'après l'enquête de la Banque de France auprès des chefs d'entreprises de la région, l'activité économique du mois de mars 2022 est en hausse, comme elle l'a été au cours du trimestre précédent.

Le regain d'activité dans l'industrie se poursuit, malgré la baisse continue de la construction automobile, et l'amorce d'un recul dans la transformation de la viande, en raison de la grippe aviaire.

De leur côté, les services marchands, en progression, se voient freinés par des difficultés persistantes de recrutement.

La construction continue sur sa bonne tendance, à la fois dans le bâtiment et les travaux publics.

Les préoccupations portent davantage, ce trimestre, sur les difficultés d'approvisionnement, la hausse du coût de l'énergie et des matières premières et sur les incertitudes nées de l'offensive russe en Ukraine.

Baisse inédite de la demande d'emploi.

Comparés à ceux du 1er trim. 2020 (niveau d'avant crise), les chiffres sont meilleurs en catégorie A (-16%) comme en cat. ABC (-7%).

La demande d'emploi de catégorie A est de nouveau en baisse sur un trimestre en Pays de la Loire (-6,2%) comme en France métropolitaine (-5,3%). Celle des demandeurs d'emploi ayant eu un temps de travail réduit durant le trimestre (catégories B et C) varie de son côté à la hausse, avec +0,4% (+0,6% en France).

Le repli annuel en catégorie A est proche de -20% (-19,9%, contre -16,5% en France).

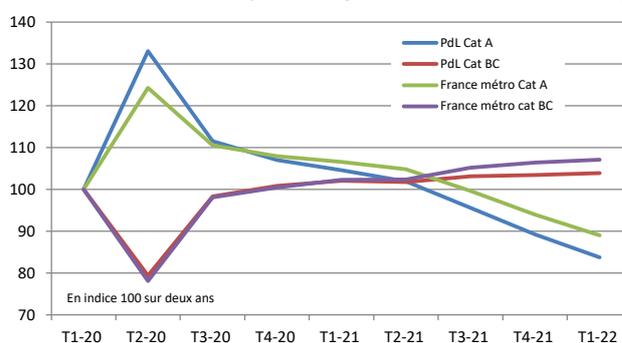
Considérées ensemble, les catégories A, B et C sont en baisse sur un trimestre (-2,8% en Pays de la Loire comme en France), avec des écarts annuels très prononcés : -9,9% en région, -8,4% en France.

Par rapport aux données du 1er trimestre 2020 (les dernières à pouvoir être considérées comme d'avant crise), les données du 1er trimestre 2022 se situent en retrait de 16,3% pour la catégorie A, de 6,8% pour les catégories ABC.

Autre alerte en passe de s'effacer, la proportion de demandeurs d'emploi de longue durée sur le total ABC. Après avoir dépassé 50% du total, le nombre de DELD représente, ce trimestre, 48,5% du total des inscrits en cat. ABC, soit une part à peine supérieure à celle de la France métropolitaine (48,1%).

* Date d'arrêt des chiffres : 1er trimestre 2022 pour la demande d'emploi et les entrées en contrats aidés, 4ème trimestre 2021 pour l'emploi salarié, l'intérim, et le taux de chômage, ainsi que pour les prestations sociales en région Pays de la Loire. Dates particulières : 3ème trimestre 2021 pour l'insertion par l'activité économique, 4ème trimestre 2021 pour l'apprentissage et les stocks en contrats aidés.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (séries CVS-CJO)



Demandeurs d'emploi inscrits en fin de trimestre⁽¹⁾

	1er trim.	Var. (en %) sur	
	2022	1 trim.	1 an
Pays de la Loire :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	139 590	- 6,2	- 19,9
Catégories B, C	153 420	+ 0,4	+ 1,7
Catégories A, B, C	293 000	- 2,8	- 9,9
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	2 962 800	- 5,3	- 16,5
Catégories B, C	2 281 400	+ 0,6	+ 4,7
Catégories A, B, C	5 244 200	- 2,8	- 8,4

Source : STMT, Pôle Emploi, DARES

Calcul des CVS-CJO : DARES

(1) Les catégories de demandeurs d'emploi :

Catégorie A : en recherche active, disponibles, sans emploi

Catégories B, C : en recherche active, en activité réduite

Catégories A, B, C : en recherche active

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Catégorie A	Pays de la Loire			France	
	T1 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	69 690	- 6,2	- 20,8	- 5,6	- 17,4
< 25 ans	10 720	- 12,2	- 29,2	- 10,5	- 25,3
25 - 49 ans	40 200	- 5,4	- 21,1	- 5,5	- 18,4
50 ans et plus	18 770	- 4,2	- 14,5	- 3,6	- 11,1
Femmes	69 900	- 6,2	- 19,0	- 4,9	- 15,5
< 25 ans	9 860	- 12,0	- 27,1	- 11,1	- 25,4
25 - 49 ans	40 710	- 5,3	- 19,2	- 4,4	- 15,6
50 ans et plus	19 330	- 4,7	- 13,7	- 3,2	- 10,5
Total	139 590	- 6,2	- 19,9	- 5,3	- 16,5
< 25 ans	20 580	- 12,1	- 28,2	- 10,8	- 25,4
25 - 49 ans	80 910	- 5,4	- 20,1	- 4,9	- 17,0
50 ans et plus	38 100	- 4,5	- 14,1	- 3,4	- 10,8

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES
Calcul des CVS-CJO : DARES

Catégories A, B, C	Pays de la Loire			France	
	T1 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	134 010	- 3,0	- 10,5	- 3,2	- 9,3
< 25 ans	20 420	- 4,9	- 17,4	- 4,7	- 15,5
25 - 49 ans	80 980	- 2,9	- 10,9	- 3,4	- 10,1
50 ans et plus	32 620	- 2,0	- 4,4	- 1,9	- 3,9
Femmes	158 990	- 2,7	- 9,4	- 2,4	- 7,7
< 25 ans	21 050	- 3,6	- 16,0	- 4,1	- 15,0
25 - 49 ans	94 400	- 2,8	- 10,0	- 2,4	- 8,0
50 ans et plus	43 540	- 2,0	- 4,3	- 1,6	- 3,6
Total	293 000	- 2,8	- 9,9	- 2,8	- 8,4
< 25 ans	41 470	- 4,2	- 16,7	- 4,4	- 15,3
25 - 49 ans	175 380	- 2,8	- 10,4	- 2,9	- 9,0
50 ans et plus	76 150	- 2,0	- 4,3	- 1,7	- 3,7

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES
Calcul des CVS-CJO : DARES

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Catégories A, B, C	Pays de la Loire			France	
	T1 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	150 770	- 0,2	- 5,1	- 0,6	- 4,3
DELD :					
1 à 2 ans	52 710	- 9,0	- 26,4	- 8,2	- 23,6
2 à 3 ans	31 980	- 3,5	- 6,6	- 2,5	- 3,6
3 ans et plus	57 550	- 3,2	- 4,7	- 3,1	- 4,0
Total DELD	142 230	- 5,5	- 14,5	- 5,0	- 12,5
Part des DELD	48,5 %	- 1,4 pt	- 2,6 pt	- 1,1 pt	- 2,2 pt

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES
Calcul des CVS-CJO : DARES

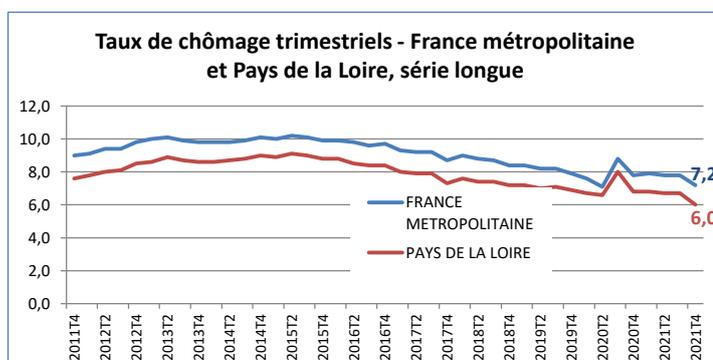
Les demandeurs d'emploi indemnités en France métropolitaine

Données cvs	T4 2020	T3 2021	T4 2021
Assurance chômage	2 798 700	2 582 700	2 493 900
Solidarité Etat	338 900	332 900	308 300
Autres*	101 800	129 800	105 000
Total des DE indemnités	3 239 400	3 045 400	2 907 200
Formation	152 900	226 700	169 700
Au T3 2021			
Part des DE indemnités au titre de l'assurance chômage**			68,6%
Part des DE indemnités parmi les DE indemnités ***			70,0%

Source : Fichier national des allocataires (FNA) et Fichier historique statistique (FHS)
* Autres : ARE et AREF sous conv. de gestion, rému. formation, rému. de fin de formation
** Part des DE indemnités : total des DE indemnités / DEFM de Cat. A, B, C.
*** Part des DE indemnités : total des DE indemnités / DE indemnités
Champ : France métropolitaine

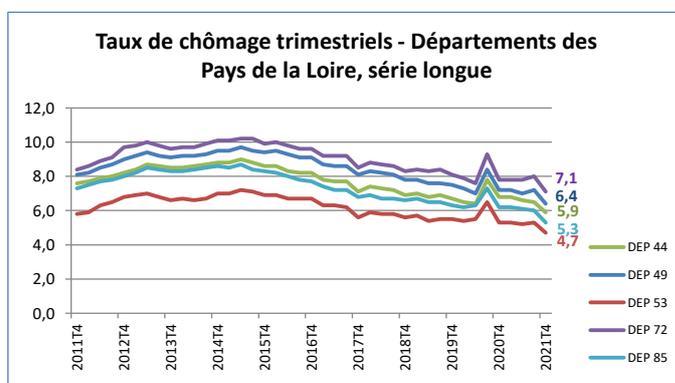
Les taux de chômage

Taux de chômage - Région et France



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

Taux de chômage - Départements



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	Pays de la Loire			France	
	Nb moyen	Var. (en %)		Var. (en %)	
	2022 T1	trim.	annuelle	trim.	annuelle
Catégories A, B, C					
Fin de CDD	5 670	+ 6,8	+ 3,8	+ 8,0	+ 4,7
Fin de mission d'intérim	2 100	+ 7,1	+ 12,9	+ 8,7	+ 8,2
Démision	1 690	+ 9,7	+ 38,5	+ 9,6	+ 35,8
Rupture conventionnelle	2 140	+ 5,9	+ 10,9	+ 4,8	+ 13,0
Licenciement économique	350	- 16,7	- 7,9	- 5,7	- 13,7
Autre licenciement	1 900	+ 5,0	+ 8,0	+ 6,0	+ 8,2
Première entrée ⁽¹⁾	1 710	- 4,5	- 16,2	- 6,3	- 19,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	4 430	+ 2,8	- 0,4	+ 2,4	- 2,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	4 540	+ 2,3	- 2,6	+ 2,6	+ 2,5
Autres motifs ⁽⁴⁾	1 790	+ 4,7	+ 1,7	+ 2,7	+ 1,8
Motif indéterminé	2 020	- 8,6	- 15,5	- 2,6	- 10,9
Total	28 340	+ 3,0	+ 1,5	+ 3,4	+ 1,5

(1) Inscription à Pôle Emploi d'une pers. qui se présente pour la 1ère fois sur le marché du travail

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation

(3) Réinscription après sortie de courte durée (pour défaut d'actualisation, radiation adm., période d'inactivité)

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	Pays de la Loire			France	
	Nb moyen	Var. (en %)		Var. (en %)	
	2022 T1	trim.	annuelle	trim.	annuelle
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée	6 310	- 16,2	- 8,2	- 13,0	- 2,2
Entrée en stage, en formation	3 200	+ 1,6	+ 1,3	+ 1,4	- 2,8
Arrêt de recherche ⁽⁵⁾	3 160	- 1,9	+ 1,0	- 2,4	+ 5,7
Défaut d'actualisation	12 930	+ 7,5	+ 18,5	+ 7,3	+ 17,6
Radiation administrative	2 770	- 3,8	+ 42,1	- 1,9	+ 40,8
Autres cas ⁽⁶⁾	2 000	- 5,2	- 11,5	- 2,8	- 7,0
Total	30 370	- 1,8	+ 7,4	- 0,5	+ 8,8

(5) maternité, maladie, retraite

(6) Déménagement, absence supérieure à 35 jours, etc.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent différer très légèrement de la somme des sous-totaux

Contrats aidés, alternance et insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Pays de la Loire			France
	T1 2022	Cumul 2022	Réalisé (%) / objectif 2022	Réal. (%) / obj. 2022
Contrats aidés :				
CIE Jeunes	1 111	1 111	39,2	49,6
PEC Jeunes	nd	nd	nd	nd
PEC Tous publics	762	762	35,9	34,2
<i>Dont PEC QPV - ZRR</i>	nd	nd	nd	nd
Mesures d'accompagnement :			Var. (%) / 1a.	Var. (%) / 1a.
PACEA	3 076	3 076	- 29,3	- 22,9
<i>Dont Garantie Jeunes</i>	661	661	- 14,4	+ 10,2
<i>Dont résidents QPV</i>	nd	nd	nd	nd
Contrats d'apprentissage				
<i>Secteur privé et public ensemble</i>	5 892	45 386	+ 36,6	+ 38,4

Les bénéficiaires présents dans les dispositifs

Données provisoires	Pays de la Loire		France
	T4 2021	Var. (%) / T4 2020	Var. (%) / T4 2020
Stocks en moy. trim.			
Contrats aidés :			
CAE - PEC	2 882	+ 33,1	+ 29,4
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	18 530	+ 13,6	+ 16,2
Garantie Jeunes	5 056	+ 66,3	+ 77,6

Les apprentis inscrits en CFA

	Pays de la Loire		France
	Rentrée 2020	Var. (%) / rentrée 2019	Var. (%) / rent 2019
Nombre d'apprentis			
Apprentis	42 899	+ 26,9	+ 30,9
Poids de l'apprentissage parmi les 16-29 ans, rentrée 2020			
Pds de l'apprentissage	6,7%		5,6%

Sources :

CIE (Contrat Initiative Emploi) - PEC (Parcours Emploi Compétences) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-Milo et DGEFP

Contrats d'apprentissage, entrées : DARES, Site PoEm (Politiques de l'Emploi)

Contrats d'apprentissage, stocks : Ed Nat, Depp, note d'information n°21.30, juil. 2021

IAE : ASP, traitement DARES

Les entrées dans l'insertion par l'activité économique

Données provisoires	Pays de la Loire			France
	Juillet à sept.-21	Cum. sur 12 mois	Var. (%) / cumul 2020	Var. (%) / cum. 2020
IAE (insertion par l'activité économique)				
Toutes structures	4 396	17 449	+ 14,8	+ 16,1
<i>Dont ACI (ateliers et chantiers d'ins^o)</i>	2 011	8 078	+ 9,4	+ 10,3
<i>Dont AI (associations intermédiaires)</i>	1 095	4 474	+ 15,0	+ 17,1
<i>Dont EI (entreprises d'insertion)</i>	807	3 062	+ 12,6	+ 14,2
<i>Dont ETTI (entrp. de trav. temp. d'ins^o)</i>	483	1 835	+ 52,7	+ 55,1

Indicateurs de conjoncture

Les défaillances d'entreprises

Nombre de jugements d'ouverture de procédures collectives

	Pays de la Loire			
	Compar. 2022 T1 / 2021 T1	Var. (%) sur 2021 T1	Cumul depuis janvier 2022	Var. (%) sur 2021
Sauvegarde	17	-10,5	17	-10,5
Redressement Jud.	93	-17,0	93	-17,0
Toutes Liquidat* jud.	350	+22,4	350	+22,4
Tous jugements	460	+10,3	460	+10,3
Nb emplois impactés sauveg.	161	-36,4	161	-36,4
Nb emplois impactés RJ	650	+12,8	650	+12,8
Nb emplois impactés LJ	462	+87,8	462	+87,8
Tous emplois	1273	+18,4	1273	+18,4

Source : Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce (CNGTC) ns : non significatif

Sauvegarde : la procédure de sauvegarde est réservée aux entreprises ou débiteurs personnes physiques qui ne sont pas en état de cessation des paiements mais qui rencontrent des difficultés qu'ils ne peuvent surmonter et qui sont de nature à les conduire à la cessation de leurs paiements (impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible). L'objectif de cette procédure est de permettre la poursuite de l'activité, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif, en procédant à une réorganisation de l'entreprise dans le cadre d'un plan arrêté par le Tribunal.

RJ - Redressement Judiciaire : la procédure de redressement judiciaire doit être mise en œuvre par toute entreprise en situation de cessation de paiement. Elle permet la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. Elle donne lieu à un plan arrêté par jugement à l'issue d'une période d'observation.

LJ - Liquidation Judiciaire : si l'entreprise ne peut être redressée, elle devra fermer ; c'est la procédure de liquidation judiciaire. Le tribunal compétent est soit le tribunal de commerce, soit le tribunal de grande instance si le dirigeant n'est inscrit ni au registre du commerce et des sociétés, ni au registre des métiers.

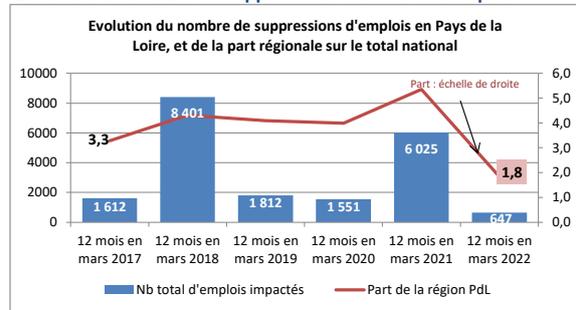
L'impact des Plans de Sauvegarde de l'Emploi et des Ruptures Conventionnelles Collectives

Nombre d'emplois dont la suppression est envisagée lors du dépôt de la demande de validation ou d'homologation

Nb d'emplois impactés en région *	Pays de la Loire			France
	1er trim. 2022	Cumul sur 12 m. à fin mars 2022	Ecart (%) sur 12 m. à fin mars 2022	Ecart (%) sur 12 m. fin mars 2022
Industrie	12	243	-91,4	-64,7
BTP	0	57	-16,2	-46,1
Tertiaire	11	347	-88,9	-71,4
Tous secteurs (y compris agriculture)	23	647	-89,3	-68,8

Source : DGEFP, Système d'information dédié aux Plans de sauvegarde de l'emploi et Ruptures Conventionnelles Collectives - Impact régional même si la procédure est gérée par une autre Drees

Evolution du nombre de suppressions collectives d'emploi



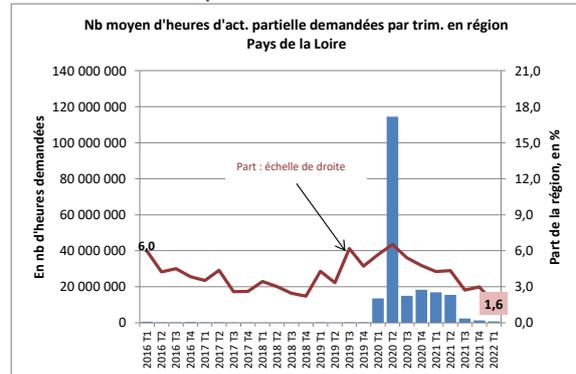
La demande d'activité partielle

Nombre d'heures autorisées

	Mars 2022	Pays de la Loire		France
		Nbre moyen des 12 derniers mois	Var. (%) cumul 12 mois / année précédente	Var. (%) cumul 12 mois / année précédente
Industrie	140 592	953 561	-89,7	-87,2
BTP	61 005	248 105	-93,5	-90,8
Tertiaire	258 685	3 808 113	-86,3	-79,2
Tous secteurs (y compris agriculture)	684 720	5 052 706	-87,7	-80,6

Source : DARES/DREETS

Evolution de l'activité partielle



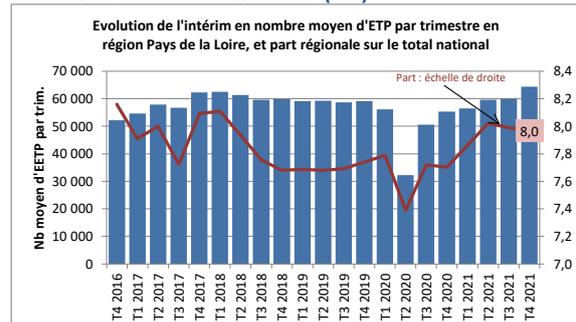
Le travail temporaire

Nombre d'emplois équivalents temps plein

	Pays de la Loire			France
	4ème trim. 2021 (nombre moyen)	Nbre moyen du 4ème trimestre 2020	Ecart (%) sur 1 an (4ème trim. 2021)	Ecart (%) sur 1 an (4ème trim. 2021)
Industrie	30 032	25 328	+18,6	+12,4
BTP	10 357	9 800	+5,7	+3,3
Tertiaire	23 552	19 835	+18,7	+16,8
Tous secteurs (y compris agriculture)	64 407	55 281	+16,5	+12,7

Source : Dares - Traitement : DARES / DREETS, données cvs

Evolution du nombre d'intérimaires (ETP)



Les salariés en entreprise

(Etablissements du secteur marchand)

Pays de la Loire 4ème trimestre 2021	Effectifs salariés du secteur marchand							
	Pays de la Loire				France Métropolitaine			
	Nbre de salariés	Poids sur total activités	Evolution sur un an		Nbre de salariés	Poids sur total activités	Evolution sur un an	
		en nbre	en %			en nbre	en %	
Agriculture (prov.)	28 673	2,7	+ 995	+ 3,6	321 516	1,8	+ 7 168	+ 2,3
Industrie	255 059	23,8	+ 2 647	+ 1,0	3 122 542	17,6	+ 20 611	+ 0,7
Construction	94 102	8,8	+ 2 802	+ 3,1	1 493 270	8,4	+ 36 586	+ 2,5
Tertiaire marchand hors intérim	624 361	58,3	+ 27 280	+ 4,6	11 938 255	67,4	+ 490 054	+ 4,3
Intérim	68 670	6,4	+ 8 681	+ 14,5	827 041	4,7	+ 92 250	+ 12,6
TOTAL SECTEURS MARCHANDS	1 070 866	100,0	+ 42 404	+ 4,1	17 702 623	100,0	+ 646 669	+ 3,8
<i>Pour informat* : Tertiaire non marchand</i>	<i>433 452</i>		<i>+ 1 168</i>	<i>+ 0,3</i>	<i>8 078 048</i>		<i>+ 48 973</i>	<i>+ 0,6</i>
<i>Pour informat* : Total avec tertiaire non march^d</i>	<i>1 504 318</i>		<i>+ 43 572</i>	<i>+ 3,0</i>	<i>25 780 671</i>		<i>+ 695 642</i>	<i>+ 2,8</i>

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

* Pour l'intérim, les écarts annuels sont mesurés en fin de trimestre par l'Insee, ils ne sont pas comparables aux écarts mesurés en moyenne trimestrielle par la Dreets.

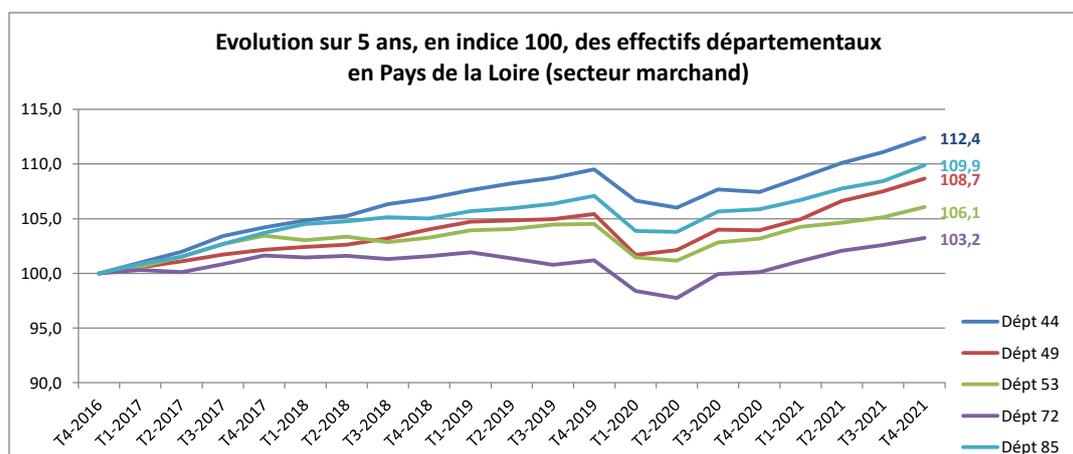
Avertissement : L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec les Urssaf (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. »

Evolution de l'emploi dans les départements et poids sur le total régional

Départements des Pays de la Loire 4ème trimestre 2021	Effectifs salariés du secteur marchand							
	Nbre de salariés	Poids sur total régional	Evolution sur un trim.		Evolution sur un an		Pour mémoire, données du même trim. n-1	
			en nbre	en %	en nbre	en %	Nb sal.	Poids/rég.
Loire-Atlantique	444 684	41,5	+ 5 144	+ 1,2	+ 19 658	+ 4,6	425 027	41,3
Maine-et-Loire	214 962	20,1	+ 2 281	+ 1,1	+ 9 322	+ 4,5	205 641	20,0
Mayenne	80 334	7,5	+ 712	+ 0,9	+ 2 199	+ 2,8	78 135	7,6
Sarthe	140 952	13,2	+ 856	+ 0,6	+ 4 253	+ 3,1	136 699	13,3
Vendée	189 932	17,7	+ 2 533	+ 1,4	+ 6 973	+ 3,8	182 960	17,8

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee - Champ : secteur marchand



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
DEFM Cat. A au T1 2022	53 680	31 940	8 690	23 340	21 940	139 590
Variation (%) sur 1 trim.	- 6,7	- 5,3	- 5,9	- 6,3	- 6,3	- 6,2
Variation (%) sur 1 an	- 21,4	- 18,7	- 18,3	- 16,9	- 21,6	- 19,9
Hommes	27 290	15 590	4 450	11 660	10 690	69 690
Femmes	26 390	16 350	4 240	11 670	11 250	69 900
< 25 ans	7 320	4 820	1 480	3 970	2 990	20 580
25-49 ans	32 820	18 450	4 970	13 000	11 670	80 910
> 50 ans	13 550	8 670	2 240	6 370	7 280	38 100
DELD (Cat. A, B, C)	53 470	33 420	8 640	22 480	24 230	142 230
Taux de chômage 4ème trim.	5,9	6,4	4,7	7,1	5,3	6,0

Sources : STMT - Pôle emploi, DARES

Les difficultés des entreprises

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Défaillances 2022 T1						
Nb de Sauv + RJ + LJ	159	96	39	88	78	460
Evolution annuelle (%)	+ 5,3	- 8,6	- 9,3	+ 44,3	+ 36,8	+ 10,3
Sauvegardes	3	8	1	4	1	17
Redressements Jud.	35	20	7	17	14	93
Liquidations Jud.	121	68	31	67	63	350
Activité partielle 2022 T1						
Nbre d'heures autorisées	608 480	1 171 934	107 333	339 539	423 158	2 650 445
Evol. / 2021 T1 (en %)	- 97,3	- 89,7	- 95,1	- 95,4	- 94,7	- 94,8
PSE - RCC 2022 T1						
Nb d'emplois impactés	9	1	12	1	0	23
Cumul 12 mois mars 2022	242	135	28	118	124	647
Evol* ann. / 12 mois préc.	- 93,8	- 79,2	- 75,7	- 72,9	- 86,9	- 89,3

Sources : voir détail page 4

Les politiques d'emploi

Entrées cumulées des trois derniers mois disponibles	Loire-Atlantique		Maine-et-Loire		Mayenne		Sarthe		Vendée		Pays de la Loire	
	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois
CIE Jeunes PEC 2022 T1	331	273	238	155	86	60	202	122	254	152	1 111	762
PEC Jeunes QPV-ZRR	Ces données ne sont pas disponibles ce trimestre											
Contr. d'app. entrées 2021T4	2 494		1 145		424		852		977		5 892	
Cumul sur 12 mois	17 830		9 407		3 920		5 792		8 437		45 386	
IAE, entrées sur 3 puis 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois
ACI (ateliers et chantiers d'ins.)	673	2 788	439	1 670	208	909	387	1 438	304	1 273	2 011	8 078
AI (associations intermédiaires)	274	1 178	493	1 765	14	51	96	338	218	1 142	1 095	4 474
EI (entreprises d'insertion)	253	947	297	1 200	67	224	113	378	77	313	807	3 062
ETI (ent. de trav. temp. d'ins.)	165	682	121	421	40	202	59	239	98	291	483	1 835

IAE : données cumulées sur les mois de Juil. 2021 à Sept. 2021, puis de Oct. 2020 à Sept. 2021

Sources : voir détail page 3

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

(Etablissements du secteur marchand)

4ème trimestre 2021	Loire-Atlantique		Maine-et-Loire		Mayenne		Sarthe		Vendée		Pays de la Loire	
Agriculture : non communicables	nc		nc		nc		nc		nc		nc	
Industrie	78 869		55 046		24 411		39 767		56 966		255 059	
Effectif	78 869		55 046		24 411		39 767		56 966		255 059	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,9		+ 0,3		+ 0,1		+ 0,1		+ 0,5		+ 0,5	
Evol. sur 4ème trim. 2020	+ 2,1		+ 0,6		- 0,4		+ 1,1		+ 0,7		+ 1,0	
Construction	38 215		18 286		7 267		10 374		19 960		94 102	
Effectif	38 215		18 286		7 267		10 374		19 960		94 102	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,9		+ 0,7		+ 0,4		+ 0,0		+ 1,0		+ 0,7	
Evol. sur 4ème trim. 2020	+ 3,1		+ 3,3		+ 1,3		+ 2,7		+ 3,6		+ 3,1	
Tertiaire marchand sans int.	293 338		117 054		40 632		78 209		95 128		624 361	
Effectif	293 338		117 054		40 632		78 209		95 128		624 361	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 1,0		+ 1,0		+ 0,5		+ 0,5		+ 1,6		+ 1,0	
Evol. sur 4ème trim. 2020	+ 4,5		+ 5,7		+ 3,7		+ 4,0		+ 4,2		+ 4,6	
Total marchand	444 684		214 962		80 334		140 952		189 932		1 070 866	
Effectif	444 684		214 962		80 334		140 952		189 932		1 070 866	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 1,2		+ 1,1		+ 0,9		+ 0,6		+ 1,4		+ 1,1	
Evol. sur 4ème trim. 2020	+ 4,6		+ 4,5		+ 2,8		+ 3,1		+ 3,8		+ 4,1	
Intérim ETP (au dép^t utilisateur)	23 407	+ 19,0	13 010	+ 17,3	5 766	+ 16,3	9 243	+ 5,0	12 982	+ 20,7	64 407	+ 16,5
dont Industrie	8 404	+ 27,2	5 953	+ 24,0	3 474	+ 9,3	4 838	+ 1,8	7 362	+ 22,9	30 032	+ 18,6
dont Construction	5 162	+ 7,7	1 818	+ 2,2	655	+ 12,8	992	+ 9,2	1 730	- 0,5	10 357	+ 5,7
dont Tertiaire	9 752	+ 18,9	5 031	+ 14,8	1 577	+ 34,2	3 366	+ 8,5	3 826	+ 28,6	23 552	+ 18,7

Précision intérim : nb moyen trimestriel en ETP par grands secteurs, puis évol. annuelle

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Minima sociaux et prestations sociales, repères

En France, fin 2019, 1,92 million de foyers bénéficient du **revenu de solidarité active (RSA)**, ce qui représente une hausse de 0,6 % par rapport à fin 2018. Les effectifs avaient déjà augmenté légèrement en 2018 (+1,1 %) après avoir diminué les deux années précédentes (-0,5 % en 2017 et, surtout, -4,3 % en 2016).

Fin 2020, 2,06 millions de foyers bénéficient du RSA, soit une hausse de 7,4 % en un an. Cette forte hausse est consécutive à la crise sanitaire. Avec les conjoints et les enfants à charge, 3,87 millions de personnes sont couvertes par le RSA fin 2019, soit 5,8 % de la population. 21 % des allocataires perçoivent aussi la prime d'activité.

La **prime d'activité** est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non salariés, dès 18 ans. En France, fin 2019, 4,50 millions de foyers en bénéficient, soit une augmentation de 42,7 % en un an après une hausse de 10,9 % en 2018. Cette très forte augmentation est la conséquence de la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1er janvier 2019, à la suite du mouvement social des Gilets jaunes.

Fin 2020, 4,58 millions de foyers bénéficient de la prime d'activité, soit une légère augmentation de 1,6 % en un an.

En France, fin 2019, 351 500 personnes perçoivent l'**allocation de solidarité spécifique (ASS)**. Délivrée sous condition de ressources et d'activité passée, elle est destinée aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage. Elle est la principale allocation chômage du régime de solidarité financé par l'État. La baisse du nombre de ses allocataires, amorcée en 2016, continue en 2019 (-7,4 % en un an), mais elle est moindre qu'en 2018 (-11,1 %).

En 2020, le nombre d'allocataires augmente (+0,9 %) pour atteindre 354 700 fin décembre. Cette hausse, une première depuis 2015, est liée à la crise sanitaire.

En France, fin 2019, 1,22 million de personnes bénéficient de l'**allocation aux adultes handicapés (AAH)**, destinée à des adultes handicapés aux revenus modestes. Deuxième minimum social en nombre d'allocataires, après le RSA, les effectifs de l'AAH ne cessent d'augmenter depuis sa création, il y a plus de quarante ans. Sept allocataires sur dix sont des personnes seules et sans enfant.

Fin 2020, 1,24 million de personnes bénéficient de l'AAH, soit une augmentation de 1,3 % en un an.

Source : PANORAMAS DE LA DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) - SOCIAL - Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - ÉDITION 2021

Minima sociaux et prestations sociales en Pays de la Loire

Les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. du RSA au T4 2021	30 773	15 457	3 890	12 697	6 890	69 707
Variation (%) sur 1 an	- 7,5	- 9,4	- 12,1	- 6,0	- 15,1	- 8,7
Part (%) sur le total régional	44,1	22,2	5,6	18,2	9,9	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de l'ASS au T4 2021	3 900	2 847	760	2 213	2 293	12 013
Variation (%) sur 1 an	- 11,3	- 14,9	- 17,4	- 13,3	- 14,7	- 13,6
Part (%) sur le total régional	32,5	23,7	6,3	18,4	19,1	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de la Prime d'Activité (PA)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de la PA au T4 2021	99 197	60 470	20 067	40 110	45 790	265 633
Variation (%) sur 1 an	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,9	- 0,1	+ 0,8
Part (%) sur le total régional	37,3	22,8	7,6	15,1	17,2	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de l'AAH au T4 2021	22 143	11 310	4 563	8 800	10 300	57 117
Variation (%) sur 1 an	- 0,1	+ 0,8	+ 1,9	+ 2,4	+ 2,3	+ 1,0
Part (%) sur le total régional	38,8	19,8	8,0	15,4	18,0	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire